



Photo: Didier Silvestre

Etienne Schneider a donné des pistes de traduction concrètes quant à l'ambition proclamée de modernisation du nouveau gouvernement

## SUR UN AIR DE REINVENTION

Pour la huitième édition des Journées de l'économie, il soufflait comme un parfum d'optimisme sur lequel le ministre entend surfer pour réformer.

C'est un Etienne Schneider très volontariste qui s'est présenté devant un auditoire d'entrepreneurs et de décideurs très attentifs à la première grande explication publique de l'action ministérielle à venir.

Et ces adeptes des réformes structurelles n'ont pas été déçus.

«Les signes de reprise deviennent tangibles», a introduit l'orateur. Fort d'une prévision de croissance de 3% pour 2014, du retour de la production au niveau de 2008, d'un budget qui retrouve l'équilibre et d'une inflation vaincue, «c'est le moment idéal pour faire les grandes réformes structurelles nécessaires», a-t-il poursuivi.

Le moment de réformer et de relever le défi que pose à court terme la fin de l'actuel régime TVA sur le-commerce, ainsi que la disparition du secret bancaire. «Cela nécessitera des ajustements importants si on veut garder notre triple A.» On relèvera au passage que la disparition du secret bancaire,

### Le ministère de l'Economie au service de la compétitivité

MARC FASSONE - mfassone@le-jeudi.lu

dont les effets ont toujours été présentés comme surmontables, devient un argument – un élément de langage – de plus en plus utilisé pour justifier la rigueur. Il faudra donc faire des économies. «Une réduction des dépenses publiques entraîne une diminution des moyens de l'Etat. Le plus gros des dépenses publiques est constitué par les transferts envers les entreprises et les ménages. Tous ces transferts devront être passés en revue pour jauger de leur efficacité. Il faudra tout réviser.»

#### Le premier plan

L'administration ne sera pas non plus épargnée et devra s'habituer à atteindre des objectifs. Une vraie révolution copernicienne. «Je suis sûr qu'ainsi, l'Etat fera mieux avec moins.»

Tout cela ne devrait cependant pas suffire à résorber les déficits budgétaires prévus pour 2015 et les années à venir. Ni même une éventuelle hausse de la croissance et de la productivité.

«Tant que le déséquilibre macro-économique ne sera pas résorbé, le modèle luxembourgeois restera fragile», estime Etienne Schneider.

«Il faudra se donner les moyens de corriger ces déséquilibres. Les décisions de la coalition seront prises en faveur des entreprises et

de la compétitivité», assène-t-il.

Des entreprises, PME et artisans inclus, qui vont pouvoir compter sur un grand ministère.

Avec désormais sous sa responsabilité les classes

moyennes et le tourisme ainsi que le secteur spatial, Etienne Schneider se veut le ministre de l'intégralité de l'économie réelle.

Il annonce les prochaines étapes de son action: l'adoption d'une loi, qu'il baptise TGV, censée faciliter la vie des entreprises, basée sur la lettre qu'il avait adressée en 2013 à Jean-Claude Juncker alors Premier ministre – «et qui est restée lettre morte» – ainsi que sur les avis que rendra le Haut commissariat à l'industrie en matière de réindustrialisation du pays.

Un plan PME, «adapté à leurs besoins», sera également présenté. Et la réforme du plan sectoriel devra leur permettre d'accéder plus facilement aux grands zoning industriels.

Le tourisme, «un autre département qui a toute sa place dans le ministère de l'Economie», aura lui aussi droit à son plan.

Tout à son entreprise, le ministre n'a pas oublié les partenaires sociaux. Parlant du dialogue social comme d'un atout du pays il a estimé qu'«il était temps de relancer ce dialogue à grande échelle. Sans justice sociale, les citoyens ne soutiendront pas l'effort de modernisation du pays».

Reste à voir si les syndicats accueilleront cette main tendue avec le même enthousiasme que les entrepreneurs.